

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203339]

24 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article R.402 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, pour adapter les primes à l'installation de systèmes d'épuration individuelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, article D.222/1, inséré par le décret du 23 juin 2016, et article D.284;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020;

Vu le rapport du 30 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 69.317/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973;

Considérant que, vu la mission de service public relative à la gestion publique de l'assainissement autonome confiée à la S.P.G.E., il convient de demander son avis sur l'avant-projet d'arrêté modifiant diverses dispositions du Code de l'Eau concernant les primes à l'installation de systèmes d'épuration individuelle;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », donné le 10 mars 2021;

Considérant l'avis de la S.P.G.E., donné le 15 février 2021;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article R.280, § 2, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement, les mots « une prime d'un niveau équivalent aux zones prioritaires II conformément à l'article R.402, § 1^{er}, 2° » sont remplacés par les mots « une prime dont le montant est celui qui s'applique lorsque l'habitation relève d'un point noir local reconnu ».

Art. 2. L'article R. 402, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 décembre 2006, 6 novembre 2008, 1^{er} décembre 2016, et 30 novembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R. 402. § 1^{er}. Le montant de la prime, pour une première installation d'un système d'épuration individuelle agréé en vertu des dispositions de la section 2, s'élève, pour la première tranche de cinq équivalent-habitants :

1° à 6.000 euros lorsque le Ministre impose le système d'épuration individuelle suite à une étude de zone en zone prioritaire visée à l'article R. 279, § 3;

2° à 3.500 euros lorsque l'habitation relève d'un point noir local reconnu conformément à l'article R. 280;

3° à 1.500 euros dans les autres cas.

§ 2. Les montants visés au paragraphe 1^{er}, sont majorés de :

1° 450 euros par équivalent-habitant supplémentaire;

2° 150 euros pour la réalisation d'un test de perméabilité du sol en vue d'une infiltration dans le sol;

3° 500 euros lorsque, à l'issue du test de perméabilité, l'évacuation des eaux épurées s'effectue par un des modes d'infiltration dans le sol, autorisés par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'exclusion du puits perdant;

4° 1000 euros pour l'installation d'un système extensif.

§ 3. Les primes visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont plafonnées à concurrence de quatre-vingt pour cent du montant total des factures, taxe sur la valeur ajoutée comprise, relatives aux travaux d'épuration individuelle. Ces derniers comprennent l'étude, l'achat, le transport, la pose et le raccordement du système d'épuration individuelle et du réseau de collecte des eaux usées domestiques et le dispositif d'évacuation des eaux épurées. Ils ne comprennent pas la remise des lieux en pristin état.

Dès lors que le demandeur apporte la preuve qu'il est titulaire d'un droit réel sur l'habitation concernée, objet de la prime et que les revenus imposables globalement du ménage de l'avant-dernière année complète précédant la date d'introduction de la demande n'excèdent pas 97.700 euros, seul le plafonnement à concurrence de quatre-vingts pour cent du montant total des factures selon les conditions reprises ci-avant intervient dans le montant de la prime prévue pour l'installation d'un système d'épuration individuelle qui a été imposé par le ministre suite à une étude de zone en zone prioritaire visée à l'article R.279, § 3. Le montant de 97.700 euros est indexé au 1^{er} janvier de chaque année et arrondi à l'euro supérieur, sur la base de l'évolution de l'indice santé, par référence à l'indice en application au 1^{er} janvier 2021.

Dans tous les cas, le plafonnement à concurrence de quatre-vingts pour cent est calculé hors majoration visée au paragraphe 2, 4°.

§ 4. Conformément l'article R.401, § 3, une prime pour la réhabilitation ou le renouvellement d'un système d'épuration individuelle peut être octroyée.

Le montant de cette prime est fixé à un maximum de 1.000 euros sur base d'un devis établi à la suite d'un contrôle ou d'un entretien ayant mis en évidence la nécessité de réhabiliter le système d'épuration individuelle.

Le montant de cette prime est plafonné à concurrence de quatre-vingts pour cent du montant total des factures, taxe sur la valeur ajoutée comprise relatives aux travaux de mise en conformité et de réhabilitation du système d'épuration individuelle existant, hors remise des lieux en pristin état.

§ 5. Pour être prises en compte, les factures visées aux paragraphes 3 et 4, doivent porter mention des quantités fournies et prix unitaires pratiqués et être rédigées de façon suffisamment détaillée pour permettre à la S.P.G.E. de vérifier si les prestations facturées correspondent aux postes susceptibles d'être pris en compte et si le système d'épuration facturé correspond au modèle pour lequel la prime est sollicitée.

La S.P.G.E. peut refuser la prise en compte de factures insuffisamment détaillées, reprenant des postes se rapportant à des travaux non visés aux paragraphes 3 et 4 ou encore non indispensables au bon fonctionnement du système d'épuration individuelle.

§ 6. La charge polluante prise en compte pour le calcul de la prime est déterminée conformément aux dispositions de l'annexe XLVI.

Si des conditions particulières rendent non pertinente ou impossible l'estimation de la capacité du système d'épuration individuelle à installer sur base des dispositions de l'annexe XLVI, la capacité du système d'épuration est proposée par la S.P.G.E. sur base de l'avis de l'organisme d'assainissement agréé. ».

Art. 3. Dans l'annexe XLVI du livre II du Code de l'Environnement, le deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Pour les habitations qui ne génèrent que des eaux usées domestiques, la charge polluante s'exprime par un nombre d'équivalents-habitants égal au nombre d'occupants avec un minimum de cinq équivalents-habitants si le système d'épuration dessert une seule habitation et un minimum de quatre équivalents-habitants par habitation en cas d'assainissement groupé sans toutefois pouvoir dépasser la capacité maximum du système installé. ».

Art. 4. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 24 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/203339]

24. JUNI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Artikel R.402 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, um die Prämien für die Einrichtung individueller Klärsysteme anzupassen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.222/1, eingefügt durch das Dekret vom 23. Juni 2016, und Artikel D.284;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund der am 6. Dezember 2020 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Dezember 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Berichts vom 30. November 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 11 Ziffer 2 des Dekrets vom 2014. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 1. Juni 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 69.317/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass in Anbetracht des der S.P.G.E. übertragenen Auftrags des öffentlichen Dienstes in Bezug auf die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung ihre Stellungnahme zum Vorentwurf eines Erlasses zur Änderung verschiedener Bestimmungen des Wassergesetzbuches betreffend die Prämien für die Einrichtung individueller Klärsysteme eingeholt werden sollte;

In Erwägung der am 10. März 2021 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

In Erwägung der am 15. Februar 2021 abgegebenen Stellungnahme der S.P.G.E.;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel R.280 § 2 Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches wird die Wortfolge "einer Prämie haben können, deren Höhe derjenigen für die vorrangigen Gebiete II nach Artikel R.402 § 1 Ziffer 2 entspricht." durch die Wortfolge "einer Prämie haben können, deren Betrag dem Betrag entspricht, der gewährt wird, wenn sich das Wohnhaus in einem lokalen Schwachpunkt anerkannten befindet" ersetzt.

Art. 2 - Artikel R.402 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, 6. November 2008, 1. Dezember 2016 und 30. November 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R. 402 - § 1. "Für eine erste Einrichtung eines gemäß den Bestimmungen von Abschnitt 2 zugelassenen individuellen Klärsystems beläuft sich die Prämie für die erste Tranche von fünf Einwohnergleichwerten auf:

1° 6.000 Euro wenn der Minister das individuelle Klärsystem im Anschluss an eine Gebietsuntersuchung in einem vorrangigen Gebiet nach Artikel R. 279 § 3 auferlegt;

2° 3.500 Euro wenn sich das Wohnhaus in einem lokalen Schwachpunkt nach Artikel R.280 befindet;

3° 1.500 Euro in den anderen Fällen.

§ 2. Die in Paragraf 1 genannten Beträge werden erhöht um:

1° 450 Euro je zusätzlichen Einwohnergleichwert;

2° 150 Euro für die Durchführung einer Bodendurchlässigkeitsprüfung zwecks einer Versickerung in den Boden;

3° 500 Euro wenn die Ableitung des geklärten Abwassers nach Abschluss der Durchlässigkeitsprüfung mittels einer der durch die Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenen Bodenversickerungsmethoden, mit Ausnahme der Sickergrube, erfolgt;

4° 1000 Euro für die Einrichtung eines extensiven Systems.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Prämien sind auf 80 % des Gesamtbetrags der Rechnungen, einschließlich der Mehrwertsteuer, für die individuellen Klärungsarbeiten begrenzt. Diese umfassen die Studie, den Kauf, den Transport, die Installierung und den Anschluss des individuellen Klärsystems und des Netzes für die Sammlung des Haushaltsabwassers, sowie die Vorrichtung für die Ableitung des geklärten Abwassers. Sie umfassen nicht die Wiederinstandsetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand.

Sofern der Antragsteller nachweist, dass er ein dingliches Recht an dem betreffenden Wohnhaus hat, das Gegenstand der Prämie ist, und dass das global steuerpflichtige Einkommen des Haushalts im vorletzten vollen Jahr vor dem Datum der Antragstellung 97.700 EUR nicht übersteigt, greift nur die Obergrenze von achtzig Prozent des Gesamtbetrages der Rechnungen gemäß den oben genannten Bedingungen in die Höhe der Prämie ein, die für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems vorgesehen ist, die vom Minister im Anschluss an eine Gebietsuntersuchung in einem vorrangigen Gebiet gemäß Artikel R.279 § 3 aufgelegt wurde. Der Betrag von 97.700 EUR wird jährlich am 1. Januar auf der Grundlage der Entwicklung des Gesundheitsindex unter Bezugnahme auf den am 1. Januar 2021 angewandten Index indexiert und auf den Euro aufgerundet.

In allen Fällen wird die Obergrenze von achtzig Prozent ohne die in Paragraph 2 Ziffer 4 genannte Erhöhung berechnet.

§ 4. In Übereinstimmung mit Artikel R.401 § 3 kann eine Prämie für die Wiederinstandsetzung oder die Erneuerung eines zugelassenen individuellen Klärsystems gewährt werden.

Der Betrag dieser Prämie wird auf höchstens 1000 Euro festgelegt, auf der Grundlage eines Kostenvoranschlags, der im Anschluss an eine Kontrolle oder Wartung erstellt wurde, die auf die Notwendigkeit der Wiederinstandsetzung des individuellen Klärsystems hingewiesen hat.

Der Betrag dieser Prämie wird auf höchstens achtzig Prozent des Gesamtbetrags der Rechnungen (einschließlich der Mehrwertsteuer) für die Arbeiten zur Angleichung an die geltenden Vorschriften und Wiederinstandsetzung des bestehenden individuellen Klärsystems begrenzt, wobei die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten in den ursprünglichen Zustand nicht mit inbegriffen ist“.

§ 5. Damit die in § 3 und § 4 erwähnten Rechnungen berücksichtigt werden können, müssen sie die gelieferten Mengen und angewandten Einheitspreise, sowie genügend Einzelheiten enthalten, damit die S.P.G.E. überprüfen kann, ob die berechneten Leistungen den Posten entsprechen, die berücksichtigt werden können, und ob das berechnete Klärsystem dem Modell entspricht, für das eine Prämie beantragt wurde.

Die S.P.G.E. ist befugt Rechnungen, die nicht genügend Einzelheiten enthalten, und berechnete Posten, die sich auf Arbeiten beziehen, die nicht in § 3 und § 4 erwähnt werden oder die für die Betriebsfähigkeit des individuellen Klärsystems nicht unerlässlich sind, unberücksichtigt zu lassen.

§ 6. Die für die Berechnung der Prämie berücksichtigte Schadstoffbelastung wird gemäß den Bestimmungen von annexe XLVI ermittelt.

Wenn sich die Bewertung der Kapazität des auf der Grundlage der Bestimmungen der Anlage XLVI zu installierenden individuellen Klärsystems durch besondere Umstände als irrelevant herausstellt oder nicht vorgenommen werden kann, wird die Kapazität des Klärsystems von der S.P.G.E. auf der Grundlage der Stellungnahme der zugelassenen Sanierungseinrichtung vorgeschlagen. “.

Art. 3 - In Anhang XLVI von Buch II des Umweltgesetzbuchs wird der zweite Absatz durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Für die lediglich Haushaltsabwasser erzeugenden Wohnhäuser wird die Schadstoffbelastung durch die der Anzahl Bewohner entsprechende Anzahl Einwohnerequivalente ausgedrückt, wobei mindestens fünf Einwohnerequivalente berücksichtigt werden, wenn das Klärsystem eine einzige Wohnung versorgt, und mindestens vier Einwohnerequivalente pro Wohnung im Falle einer gruppierten Abwasserreinigung, ohne dass jedoch die maximale Kapazität des eingerichteten Systems überschritten werden kann.“.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juni 2021

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO
Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203339]

24 JUNI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel R.402 van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, om de premies voor de installatie van individuele waterzuiveringssystemen aan te passen

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D. D.222/1, ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2016 en artikel D.284;

Gelet op het reglementair Deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2020;

Gelet op het rapport van 30 november 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 11, 2°, van het decreet van 2014 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 65.317/4, gegeven op 1 juni 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, gelet op de aan S.P.G.E. toevertrouwde openbare dienstverleningstaak met betrekking tot het openbaar beheer van de autonome sanering, haar advies moet worden gevraagd over het voorontwerp van besluit tot wijziging van diverse bepalingen van het Waterwetboek betreffende de premies voor de installatie van individuele zuiveringssystemen;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 10 maart 2021;

Gelet op het advies van S.P.G.E., gegeven op 15 februari 2021;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel R.280 § 2, eerste lid, van Boek II van het Milieuwetboek, worden de woorden "een premie van hetzelfde niveau als de prioritair zones II overeenkomstig artikel R.402, § 1, 2°" vervangen door de woorden "een premie ter hoogte van het bedrag dat van toepassing is, wanneer de woning een erkend plaatselijk zwart punt vormt".

Art. 2. Artikel R.402 van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006, 6 november 2008, 1 december 2016 en 30 november 2018, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. R. 402. § 1. Voor een eerste installatie van een overeenkomstig afdeling 2 erkend individueel zuiveringssysteem bedraagt de premie voor de eerste schijf van vijf inwoners-equivalenten :

1° 6000 euro wanneer de Minister het individueel zuiveringssysteem oplegt ten gevolge van een zone-onderzoek in prioritair zone I bedoeld in artikel R.279, § 3.;

2° 3.500 euro wanneer de woning een overeenkomstig artikel R.280 erkend plaatselijk zwart punt vormt;

3° 1.500 euro in de andere gevallen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde bedragen worden verhoogd met:

1° 450 euro per bijkomende inwonerequivalent;

2° 150 euro voor de uitvoering van een permeabiliteitstest van de bodem met het oog op een bodeminfiltratie;

2° 500 euro indien, na afloop van de permeabiliteitstest, de afvoer van het gezuiverde water gebeurt via één van de bodeminfiltratiewijzen die gemachtigd zijn bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, zinkput uitgezonderd;

4° 1000 euro voor de installatie van een extensief systeem.

§ 3. De in paragrafen 1 en 2 bedoelde premies worden beperkt tot een maximum van tachtig procent van het totaalbedrag van de facturen, belasting over de toegevoegde waarde meegerekend, met betrekking tot de individuele zuiveringswerken. Ze omvatten de studie, de aankoop, het vervoer, de aanleg en de aansluiting van het individueel zuiveringssysteem en het afwateringsnetwerk voor het huishoudelijk afvalwater en het afvoersysteem voor het gezuiverde water. Ze omvatten niet het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat.

Op voorwaarde dat de aanvrager bewijst dat hij houder is van een zakelijk recht op de betrokken woning, waarvoor de premie wordt aangevraagd, en dat het totale belastbare inkomen van het huishouden in het voorlaatste volledige jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag niet meer bedraagt dan 97.700 euro, wordt enkel het plafond van tachtig procent van het totale bedrag van de facturen volgens de hierboven vermelde voorwaarden opgenomen in het bedrag van de premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem dat door de Minister is opgelegd na een zone-onderzoek in prioritair zone bedoeld in artikel R.279, § 3. Het bedrag van 97.700 euro wordt elk jaar op 1 januari geïndexeerd en naar boven afgerond op basis van de ontwikkeling van de gezondheidsindex, waarbij wordt uitgegaan van de index die op 1 januari 2021 van kracht is.

In alle gevallen wordt het plafond van tachtig procent berekend exclusief de verhoging, bedoeld in het tweede lid, 4°.

§ 4. Overeenkomstig artikel R.401, § 3, kan een premie voor het herstel of de vernieuwing van een individueel zuiveringssysteem worden toegekend.

Het bedrag van deze premie wordt bepaald op maximum 1.000 euro op basis van een kostenraming opgesteld ten gevolge van een controle of onderhoud waarbij gewezen werd op de noodzaak om het individueel zuiveringssysteem te herstellen.

Het bedrag van deze premie wordt beperkt tot maximum tachtig procent van het totaalbedrag van de facturen, belasting over de toegevoegde waarde meegerekend, met betrekking tot de werken voor het in overeenstemming brengen en het herstel van het bestaande individueel zuiveringssysteem, het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat niet inbegrepen.

§ 5. Om in aanmerking te komen, moeten de in de paragrafen 3 en 4 bedoelde facturen de geleverde hoeveelheden en de aangerekende eenheidsprijzen vermelden en voldoende gedetailleerd zijn om S.P.G.E. in staat te stellen na te gaan of de gefactureerde prestaties overeenstemmen met de elementen die in aanmerking kunnen worden genomen en of het gefactureerde zuiveringssysteem overeenstemt met het model waarvoor de premie wordt aangevraagd.

S.P.G.E. kan weigeren facturen in aanmerking te nemen die onvoldoende gedetailleerd zijn, die elementen bevatten met betrekking tot werkzaamheden die niet onder de paragrafen 3 en 4 vallen of die niet essentieel zijn voor de goede werking van het individueel zuiveringssysteem.

§ 6. De verontreinigende belasting die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de premie wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van bijlage XLVI.

Indien het wegens bijzondere omstandigheden niet zinvol of mogelijk is de capaciteit van het te installeren individueel zuiveringssysteem te ramen op basis van de bepalingen van bijlage XLVI, wordt de capaciteit van het zuiveringssysteem door S.P.G.E. voorgesteld op basis van het advies van het erkende saneringsorgaan. "

Art. 3. In bijlage XLVI van Boek II van het Milieuwetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Voor de woningen die enkel huishoudelijk afvalwater produceren, wordt de vuilkracht uitgedrukt door een aantal equivalenten-inwoners die gelijk is aan het aantal bewoners met een minimum van vijf equivalenten-inwoners als het zuiveringssysteem één enkele woning en een minimum van vier equivalenten-inwoners per woning in geval van gegroepeerde sanering bedient zonder evenwel de maximumcapaciteit van het geïnstalleerde systeem te mogen overschrijden.”.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juni 2021.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21318]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon prolongeant jusqu’au 30 septembre 2021 les dispositions de l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § .3 remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment ses articles 361 et suivants, tels que modifiés ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, modifié par l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, pour ses dispositions encore applicables ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, article 9 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus et l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus et de la reprise progressive des activités ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19 ;

Vu les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 septembre 2020, 16 décembre 2020 et 29 avril 2021 prolongeant respectivement jusqu’au 31 décembre 2020, 31 mars 2021 et 30 juin 2021 les dispositions de l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19 ;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 10 juin 2021 ;

Vu l’accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 juin 2021 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2021 ;

Vu le protocole de négociation n° 797 du Comité de secteur XVI, conclu 22 juin 2021 ;

Vu le guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail issu de la collaboration entre le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, le SPF Emploi et l’Economic Risk Management Group, disponible sur le site Web du SPF Emploi ;

Considérant les différentes décisions du Comité de concertation ainsi que les arrêtés ministériels y faisant suite rendant le télétravail obligatoire jusqu’au 30 juin 2021 et recommandé à dater du 1^{er} juillet 2021 ;

Considérant que la distanciation sociale doit être maintenue ;

Considérant que l’autorisation de télétravailler est normalement accordée à concurrence de maximum 2 jours par semaine ou 1 jour par semaine pour les agents de rang A5, B1, C1 et D1 ;

Considérant la nécessité de concilier la continuité des missions de service public, le respect des exigences sanitaires et les impératifs familiaux liés à la crise ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions de l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise progressive des activités suite la pandémie de COVID-19 sont prolongées jusqu’au 30 septembre 2021, conformément à l’article 7 dudit arrêté.